

Avec les Grecs, contre l'ordre néolibéral Manifestons le 20 juin

Les politiques menées en Europe suivent toute la même logique. Elles s'appliquent de façon diversifiée, mais ont pour but de déconstruire l'État-social né après-guerre, fruit d'un rapport de force favorable aux travailleurs.

Tous les gouvernements mettent en œuvre des politiques d'austérité, sous le contrôle qu'ils ont unanimement délégué à la Commission européenne et à la BCE. L'endettement des États sert de prétexte à l'accentuation d'un ordre social néolibéral.

Le bilan de la Troïka en Grèce (2010-2015)

Pendant 5 ans, l'Union européenne a fait de la Grèce un laboratoire du nouvel ordre néolibéral qu'elle entend généraliser : attaque en règle des droits sociaux, casse des services publics, privatisations, suppressions des conventions collectives...

L'Union européenne et le FMI ont dévasté la Grèce conduisant le pays à vivre une crise humanitaire et une régression sociale sans précédent. En quatre ans, les salaires ont chuté de près de 30 % (45 % pour les pensions). Le chômage dépasse les 26 %. 40 % des hôpitaux et des centaines d'écoles ont été fermés. Le taux de mortalité infantile a augmenté de 40 %. La dette du pays a bondi de plus de 50 %, devenant ainsi insoutenable. D'autant plus qu'elle n'a pas été souscrite dans l'intérêt de la population mais dans celui des banques, françaises et allemandes en tout premier lieu.

Les couches populaires subissent les plus forts prélèvements fiscaux de la zone euros : seuil d'imposition abaissé à 5000 euros annuel, taxes foncières prohibitives...

Les grecs se sont prononcés fortement contre ces politiques par des grèves générales, l'organisation de réseau de solidarité et lors des élections du 25 janvier 2015 en élisant un gouvernement sur un programme anti-austérité.

Depuis le 25 janvier : La stratégie du nœud coulant

Après les élections, les institutions et les gouvernements européens ont utilisé l'arme économique pour étrangler le pays. 10 jours après le vote, la BCE fermait l'accès aux liquidités aux banques grecques. L'objectif est de démontrer aux peuples européens qu'aucun autre choix en dehors des purges néolibérales n'est possible.

Ainsi, les conditions posées par les créanciers (Institutions européennes et FMI) sont connues : nouvelles baisses des pensions, départ en retraite à 67 ans, destruction de ce qui reste du droit du travail, augmentation de la TVA de 11 points et fixation d'objectifs budgétaires hors de portée ! Pour ces institutions, il ne s'agit donc pas de permettre au pays de relancer son économie, mais d'infliger au peuple une austérité sans fin.

Il faut donc que nous fassions pression sur le gouvernement français pour qu'il cesse d'être un acteur essentiel dans l'étranglement financier du peuple grec. Nous ne pouvons laisser faire ! L'urgence est la remise en cause des politiques d'austérité, en Grèce, en France et dans toute l'Europe. Nous appelons à témoigner notre solidarité au peuple grec et à affirmer notre refus de l'austérité et exiger le respect des choix démocratiques des peuples.

Du 20 au 27 juin, se tiendra une semaine de mobilisation européenne de soutien au peuple grec.

Ensemble, à Rome, à Berlin, à Londres, à Athènes, à Bruxelles, et dans de nombreuses villes de France, nous répondrons à l'appel des mouvements grecs « *unis contre l'austérité et l'injustice sociale* ».

À Paris, manifestation samedi 20 juin de la place Stalingrad jusqu'à République, départ à 15h00.